



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de
la Protection des Populations (DDETSPP)

Service installations classées pour la
protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral
portant ouverture d'une enquête publique
Société CMCA**

n°ICPE-2021-029

Commune d'Aime-la-Plagne

*Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement,

-titre II, livre 1er, relatif à l'information et participation des citoyens, en particulier les articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-23 ;

-titre VIII, livre 1er, relatif à l'autorisation environnementale, et en particulier ses articles L. 181-1 et suivants et R. 181-1 et suivants ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2021 portant délégation de signature à monsieur Thierry POTHET, Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU la demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société CMCA (dont le siège social est situé 2 avenue Tony Garnier 69363 Lyon cedex 07) par courrier du 8 mars 2019 et complétée le 24 septembre 2020, aux fins d'obtenir l'autorisation d'exploitation avec modification des conditions d'exploitation de la carrière et les installations de traitement situées sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne. ;

VU le dossier annexé à la demande d'autorisation d'exploiter ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2021 précisant que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter est complet et régulier et peut être mis à enquête publique ;

DDETSPP - BP 91113 - 73011 CHAMBERY Cedex

Mél : ddetspp@savoie.gouv.fr

Site internet : www.savoie.gouv.fr

La DDETSPP vous accueille sur deux sites à Chambéry :

Site de Curial : Carré curial - Standard : 04 79 60 70 00

Site de Mérande : 321 Chemin des Moulins Cedex - Standard : 04 73 33 15 18 Télécopie : 04 79 33 06 19

VU la décision du Président du Tribunal Administratif de Grenoble, relative à la désignation d'un commissaire enquêteur en date du 19 mars 2021 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 26 février 2021 ;

VU la réponse de l'exploitant à l'avis de l'autorité environnementale reçue le 26 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT que les activités projetées sont rangées sous les numéros de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ci-après :

DÉSIGNATION ET RÉFÉRENCES DES INSTALLATIONS	RUBRIQUE	VOLUME DES ACTIVITÉS FUTURES	RÉGIME	RAYON AFFICHAGE (km)
ACTIVITÉS AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT				
Exploitation de carrière à ciel ouvert	2510.1	Max 300 000 t/an Moyenne 250 000 t/an	A	3
Broyage, concassage, criblage, [...] de mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW.	2515.1a	Installations de traitement matériaux carrière d'une puissance de 1195 kW	E	-
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ² .	2517.1	18 500 m ²	E	-
ACTIVITÉS AU TITRE DE LA NOMENCLATURE IOTA				
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	2.1.5.0	Les eaux pluviales s'infiltrant dans le sol au droit des zones non enrobées ainsi qu'au niveau du point d'infiltration en contrebas du site (fossé de décantation) – 16 ha	D	-

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

CONSIDÉRANT qu'aux termes des dispositions du code de l'environnement susvisé, l'installation est soumise à autorisation préfectorale, et doit faire l'objet d'une enquête publique dans les formes réglementaires prescrites.

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1 : Le dossier présenté par la société CMCA aux fins d'obtenir l'autorisation d'exploitation avec modification des conditions d'exploitation d'une carrière et installations de traitement situées sur le territoire de la commune d'Aime-la-Plagne est soumis à enquête publique réglementaire, du lundi 13 septembre 2021 au vendredi 15 octobre 2021 inclus, soit 33 jours.

Article 2 : Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier comportant notamment une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de l'exploitant, ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de Aime-la-Plagne aux jours et heures d'ouverture de celle-ci :

- du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 15h00 à 17h30 sauf les mardis après-midi et vendredis après-midi

où le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur ci-après désigné à la mairie d'Aime-la-Plagne ou par voie électronique à l'adresse suivante : pref-icpe@savoie.gouv.fr.

Les observations adressées par courrier électronique seront publiées sur le site internet des services de l'État.

Article 3 : Un accès gratuit au dossier sur un poste informatique est également possible auprès du service « guichet unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement » situé dans les locaux de l'Unité interdépartementale des deux Savoie de la DREAL, 430 rue Belle Eau, 73000 Chambéry, sur rendez-vous après contact auprès du service à l'adresse suivante : pref-icpe@savoie.gouv.fr

Article 4 : Monsieur Alain VINCENT, retraité du Groupe Caisse des Dépôts est nommé en qualité de commissaire enquêteur.

Article 5 : Le commissaire enquêteur siégera en mairie d'Aime-la-Plagne et se tiendra à disposition du public aux jours et heures suivants :

- le lundi 13 septembre 2021, de 8h30 à 12h00
- le mercredi 22 septembre 2021, de 8h30 à 12h00
- le mardi 5 octobre 2021, de 8h30 à 12h00
- le samedi 9 octobre 2021, de 8h30 à 12h30
- le vendredi 15 octobre 2021, de 14h00 à 19h00

Article 6 : Un avis au public annonçant l'enquête fera l'objet d'un affichage par les soins des maires, avant le vendredi 27 août 2021 dans les communes de Aime-la-Plagne, Notre-Dame-du-Pré et Saint-Marcel en fonction d'un rayon d'affichage qui est fixé à 3 km du périmètre extérieur de l'installation, de manière à assurer une bonne information du public. L'accomplissement de cet affichage est certifié par les maires concernés.

Article 7 : Cet avis sera également affiché par les soins du demandeur sur les lieux prévus pour la réalisation du projet et devra être visible et lisible de la ou des voies publiques.

Article 8 : La présente enquête sera également annoncée avant le vendredi 27 août 2021 par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département de la Savoie et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci.

l'article 9 : L'avis au public, le dossier de demande d'autorisation déposé par la société CMCA, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse de l'exploitant à l'avis de l'autorité environnementale seront publiés, avant le vendredi 27 août 2021, sur le site internet des services de l'Etat en Savoie à l'adresse suivante : <https://www.savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Environnement/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/Autorisation-environnementale-unique2>

Article 10 : Toute information sur le projet peut être demandée auprès de l'exploitant, la société CMCA, (siège social : 2 avenue Tony Garnier 69363 Lyon cedex 07), soit Monsieur Dominique SCHMITT, (tél : 04.37.65.20.10 - 06.65.51.10.08), soit Madame Violette FRANCOZ (tél : 04.37.65.56.85 - 07.62.51.44.74), responsables de ce dossier au sein de la société CMCA.

Article 11 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête, à feuillets non mobiles sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Article 12 : Après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoquera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera, sur place, les observations écrites ou orales, celles-ci consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

Article 13 : Le commissaire enquêteur transmet au préfet dans les trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique (Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSP) - Service installations classées pour la protection de l'environnement) l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Article 14 : Toute personne physique ou morale pourra prendre connaissance auprès du « guichet unique pour les installations classées pour la protection de l'environnement » par voie électronique à l'adresse suivante : pref-icpe@savoie.gouv.fr ainsi qu'en mairie d'Aime-la-Plagne, du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Ces éléments seront également mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat en Savoie à l'adresse suivante : <https://www.savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Environnement/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/Autorisation-environnementale-unique2>) pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

Article 15 : L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou de refus concernant la demande présentée par la société CMCA est le représentant de l'Etat dans le département de la Savoie.

Article 16 : Les conseils municipaux des communes d'Aime-la-Plagne, Notre-Dame-du-Pré et Saint-Marcel, les conseils communautaires de la Communauté de Communes des Versants d'Aime et de la communauté de Communes Cœur de Tarentaise, sont appelés à formuler et transmettre un avis motivé sur la demande de la société CMCA faisant l'objet de la présente enquête publique, au plus tard 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 17 : Monsieur le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Savoie, mesdames et monsieur les Maires d'Aime-la-Plagne, Notre-Dame-du-Pré et Saint-Marcel, messieurs les Présidents des communautés de communes des Versants d'Aime et de Cœur de Tarentaise et monsieur le commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs dans le département de la Savoie, et dont copie sera adressée :

- à l'unité interdépartementale des deux Savoie de la DREAL ;
- au Président du Tribunal Administratif de Grenoble ;
- au pétitionnaire.

Chambéry, le

12 AOUT 2021

Le préfet
pour le préfet et par délégation
le directeur départemental

Thierry POTHET